



Sergey Garmonin – Ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de la Confédération suisse et de la Principauté du Liechtenstein.

"La Suisse n'est plus neutre depuis des années" — Sergey Garmonin, ambassadeur de Russie

L'ambassadeur de Russie en Suisse, Sergueï Garmonin, interrogé par Patrik Baab, a vivement critiqué la politique étrangère de Berne : "Les sanctions sont synonymes de soumission aveugle à l'Union européenne."

Patrik Baab

mar. 01 sept. 2026 16 min de lecture

Sergey Garmonin est l'ambassadeur de Russie en Suisse, poste qu'il occupe depuis décembre 2016. Il a donc eu le temps de voir les relations entre les deux pays passer d'une coopération normale à une rupture quasi totale. Le 21 août 2026, il a accordé

à Patrik Baab une interview écrite exposant la position de Moscou. Ses réponses abordent des thèmes allant de la neutralité suisse au projet Nord Stream, en passant par la désindustrialisation et les perspectives de paix en Ukraine.

Patrik Baab : En quoi le conflit en Ukraine a-t-il modifié les relations entre la Russie et la Suisse ?

Sergey Garmonin : Jusqu'en 2022, les relations entre la Russie et la Suisse ont évolué de manière positive. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont intensifiés et un dialogue politique régulier s'est instauré à divers niveaux. Chaque année, un programme de consultation était adopté entre le ministère russe des Affaires étrangères et le Département fédéral des affaires étrangères, et les contacts interparlementaires ainsi que les échanges culturels entre nos pays se sont activement développés.

En 2022, cependant, Berne a décidé de suivre l'exemple de l'UE, a pris l'initiative de suspendre l'ensemble des contacts russo-suisse et a gelé les mécanismes de coopération bilatérale — qu'il s'agisse du dialogue politique, de la diplomatie parlementaire, de la coopération gouvernementale, de la coopération économique ou des échanges culturels. Ce n'était pas notre choix.

Depuis lors, la situation n'a guère évolué. Les autorités suisses ont diligemment adopté toutes les nouvelles sanctions imposées par l'Union européenne. Récemment, le Conseil fédéral a approuvé un nouveau train de sanctions anti-russes et, cette fois-ci, a également inclus des sanctions concernant la Moldavie.

"Le sommet du Bürgenstock n'a joué absolument aucun rôle"

Patrik Baab : Quel rôle a joué le sommet de Bürgenstock des 15 et 16 juin 2024 ?

Sergey Garmonin : Ce sommet n'a joué absolument aucun rôle. La réunion de Bürgenstock, qui s'est tenue sans la participation de la Russie, s'est transformée en un coup de pub très médiatisé mais dénué de substance, ainsi qu'en un gaspillage inutile de l'argent des contribuables suisses, sans apporter de résultats concrets en vue d'une solution pacifique. Je suis certain que les autorités suisses elles-mêmes le comprennent très bien, c'est pourquoi cette conférence a été reléguée aux oubliettes.

La raison de l'échec du sommet de Bürgenstock est évidente. Il est absurde de chercher à conclure un accord dans le dos de la Russie pour ensuite présenter au pays un fait accompli — à savoir qu'il existe déjà une certaine « base de dialogue » et des conditions préalables imposées à la partie russe. Une telle approche est irréaliste par nature. Un véritable dialogue de paix aura lieu indépendamment du « processus de Bürgenstock » et en tenant dûment compte des intérêts russes.

Quelles sont les perspectives d'une amélioration des relations bilatérales ?

Bien que nous ne soyons pas voisins, nos pays sont liés par une grande diversité de liens : historiques, économiques et culturels. Des relations interpersonnelles continuent d'exister entre nous. De nombreux Suisses ont joué un rôle dans l'histoire russe. Par exemple, François Le Fort, originaire de Genève, était l'un des plus proches confidents du tsar Pierre Ier. L'architecte tessinois Domenico Trezzini a pour ainsi dire construit Saint-Petersbourg. Le précepteur du tsar Alexandre Ier et de sa famille était le Suisse Frédéric-César Laharpe. Le rôle de la campagne alpine de Souvorov dans la libération de la Suisse de la domination française est également bien connu, tout comme l'implication de la Russie dans la consécration de la « neutralité perpétuelle » de la Suisse lors du Congrès de Vienne en 1815.

"Les sanctions signifient une soumission aveugle à l'UE"

Les relations russo-suisses recèlent donc un grand potentiel. Bien sûr, il serait souhaitable que la Russie et la Suisse exploitent pleinement ce potentiel, dans l'intérêt des deux pays et de leurs peuples. Cependant, la concrétisation de ce potentiel exige une volonté de s'engager dans un dialogue global. Nous n'avons pas décidé de suspendre nos relations bilatérales — c'était la décision de Berne. Jusqu'à présent, nous ne constatons aucune volonté de les reprendre pleinement.

Tôt ou tard, la rhétorique de guerre anti-russe de l'Europe s'apaisera, et le moment viendra de redéfinir les relations. Le gouvernement suisse pourrait faire preuve de courage, jouer un rôle de premier plan dans ce processus et tirer profit d'une politique étrangère proactive. Ou bien il continuera à se tourner vers la Commission européenne avec prudence et à espérer qu'une telle approche aidera au moins d'une manière ou d'une autre la Suisse dans ses relations avec Bruxelles.

La Russie n'est pas une menace, mais plutôt une source d'opportunités pour la Confédération suisse de diversifier ses relations dans un monde en mutation rapide. La coopération avec la Russie offre la possibilité d'éviter de dépendre entièrement

des caprices de Bruxelles ou d'autres pays occidentaux et de disposer, à la place, d'un partenaire alternatif. La Russie est un marché vaste et lucratif, offrant une coopération scientifique sans entraves, une énergie nucléaire de pointe et un espace aérien pour les vols long-courriers. Les sanctions entraînent une perte d'avantages et une dépendance vis-à-vis de l'Union européenne, qui tient pour acquise une soumission aveugle.

"L'adhésion de l'Ukraine à l'Union n'est qu'une possibilité théorique"

Quelles seraient les conséquences d'une telle adhésion ? Cela entraînerait-il l'UE plus profondément dans la guerre en Ukraine ?

Je ne pense pas que l'adhésion de l'Ukraine à l'UE soit envisageable tant que les hostilités se poursuivent. Par conséquent, il est hautement improbable que l'intégration hypothétique de ce pays conduise à une implication accrue de l'Union européenne, qui, en tant que principal bailleur de fonds du régime de Kiev, est déjà profondément impliquée dans le conflit.

Quelles conséquences financières cela aurait-il pour les contribuables de l'UE ?

Ce n'est un secret pour personne que l'Union européenne a déjà dépensé des dizaines de milliards d'euros pour soutenir Kiev. Selon les déclarations de la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, le montant total s'élève à environ 170 milliards d'euros. Comme je l'ai mentionné précédemment, l'adhésion de l'Ukraine à l'Union ne reste pour l'instant qu'une possibilité théorique, d'autant plus qu'elle est encore loin de satisfaire aux exigences et aux critères de Copenhague pour devenir membre de cette organisation. Toutefois, si l'on imagine que cela devait se produire, je pense qu'il est pertinent d'établir des parallèles avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE. Ces adhésions ont eu des implications financières considérables. Depuis leur adhésion à l'Union européenne en 2007 jusqu'à aujourd'hui, Bruxelles a versé à Bucarest et à Sofia environ 140 milliards d'euros au titre de la politique de cohésion, des subventions agricoles et des fonds de développement (108 milliards pour la Roumanie, 30 milliards d'euros pour la Bulgarie). Je m'attends à ce que les injections financières en faveur de l'Ukraine, si elle venait à adhérer, soient bien plus importantes.

"La Suisse n'est plus neutre depuis plusieurs années"

Un statut neutre pour l'Ukraine, similaire à celui de la Suisse, serait-il une solution viable – d'autant plus que le gouvernement russe a maintes fois cité cela comme un objectif de l'opération militaire spéciale (SMO) ?

Tout dépend de la manière dont la neutralité est définie et de la façon dont elle est concrètement mise en œuvre. Par exemple, selon notre analyse, la Suisse n'est plus un pays neutre depuis plusieurs années déjà. Depuis 2022, Berne a adopté une position clairement pro-Kiev, et rien n'a changé depuis lors. Les autorités suisses adoptent l'ensemble des paquets de mesures restrictives anti-russes de l'Union européenne. Elles agissent comme si elles ne remarquaient pas les attaques terroristes du régime de Kiev contre la population civile, comme ce fut le cas à l'université pédagogique de Starobelsk et contre le bus civil dans le centre de Yenakiyevo. Il n'y a eu aucune réaction publique du ministère suisse des Affaires étrangères face à ces crimes — ni, d'ailleurs, face à d'autres — commis par Kiev.

De plus, le gouvernement suisse soutient les efforts du Conseil de l'Europe visant à mettre en place un pseudo-tribunal destiné à monter un procès anti-russe factice. Soit dit en passant, c'est le politicien suisse et membre de l'APCE Damien Cottier qui a été à l'origine de ce « tribunal ». Il a activement plaidé en faveur de poursuites pénales contre le chef de l'État russe et a rédigé le rapport controversé du Conseil de l'Europe à ce sujet.

La conclusion est simple. Il ne saurait être question d'impartialité de la part de la Suisse ; sa politique étrangère à l'égard de la Russie est marquée par l'hostilité. Une telle « neutralité à la suisse » a peu de chances d'être une solution viable.

"Des prix de l'énergie gonflés pour empêcher la mise en service de Nord Stream"

Une vente à une société américaine serait-elle envisageable, ou peut-être même une remise en service conjointe du gazoduc Nord Stream sous la direction russo-américaine ? Y a-t-il déjà des parties intéressées, des investisseurs potentiels ?

Beaucoup dépendra de la position des clients européens. Sur cette question, nous nous heurtons à l'opposition directe tant de la Commission européenne que d'un certain nombre d'autres forces politiques en Europe, qui préfèrent payer des prix

énergétiques gonflés juste pour empêcher la mise en service du « Nord Stream » sous quelque forme que ce soit. Avec le temps, la position des pays européens pourrait évoluer, mais compte tenu de la situation actuelle, je ne vois pas l'intérêt d'entrer dans les détails de cette question. Soit dit en passant, le président Vladimir Poutine s'est exprimé sur cette question le 4 juin. Il a souligné qu'un des gazoducs « Nord Stream » restait intact et en bon état, et que le gaz russe pourrait commencer à être acheminé vers l'Allemagne par ce gazoduc dès demain. Il suffirait d'appuyer sur un bouton. Cependant, cela nécessiterait une décision du gouvernement allemand.

"Une guerre menée par toute l'Europe occidentale contre la Russie"

Le porte-parole du président russe Vladimir Poutine, Dmitri S. Peskov, a récemment évoqué pour la première fois une « guerre » en Ukraine – plutôt qu'une « opération militaire spéciale ». Qu'est-ce que cela signifie ? Peskov laisse-t-il entendre que la Russie est en guerre non seulement contre l'Ukraine, mais aussi contre l'OTAN ? Les drones sont de fabrication occidentale – des entreprises suisses fournissent-elles également des composants ?

Des responsables et des responsables politiques russes, dont le président Vladimir Poutine, ont déjà qualifié à plusieurs reprises le conflit actuel de guerre menée par la quasi-totalité de l'Europe occidentale contre la Russie. Quant aux déclarations du porte-parole officiel du président, Dmitri Peskov, elles s'inscrivaient en effet dans le contexte de l'implication des États membres de l'OTAN et de leur soutien militaire actif à l'Ukraine.

"Les autorités suisses coopèrent étroitement avec l'OTAN"

Quel rôle jouent les réseaux secrets et officiels de l'OTAN en Suisse ? L'OTAN tente-t-elle de saper le statut de neutralité de la Suisse par le biais d'activités secrètes ?

Il est difficile de saper quelque chose qui n'existe même pas. Je ne pense pas qu'il soit probable que l'OTAN, en tant qu'organisation, mène des opérations visant à saper la « neutralité », en partie parce qu'elle n'en a pas besoin. Les autorités suisses elles-mêmes sont pleinement engagées à coopérer aussi étroitement que possible avec l'OTAN et ne s'en cachent pas.

En revanche, je n'exclus pas la possibilité que certains États membres de l'OTAN puissent avoir intérêt à attiser le sentiment anti-russe ici en Suisse afin d'exploiter les craintes des citoyens suisses. Permettez-moi de donner un exemple. Au sein de la rédaction internationale d'un journal suisse de langue allemande bien établi, il existe un lobby ouvertement anti-russe composé de citoyens originaires d'un des pays voisins de la Suisse. Ils écrivent régulièrement sur la Russie, et le font exclusivement de manière partielle et négative. Certains d'entre eux défendent depuis longtemps et sans relâche – depuis des décennies – des positions anti-russes. Est-ce une coïncidence ? Je ne le pense pas. Il s'agit d'un phénomène systémique.

"La Suisse a été confrontée à une désindustrialisation croissante"

Comme l'a noté l'enquêteur, le bombardement du gazoduc Nord Stream a privé l'Europe occidentale de l'énergie russe à prix abordable. Cela a entraîné une crise économique et un processus soutenu de désindustrialisation, qui touche également la Suisse. Comment décririez-vous les répercussions spécifiques sur la Suisse ?

Dans le cas de la Suisse, l'impact de l'absence d'accès aux sources d'énergie russes est difficile à quantifier pour des raisons objectives. En raison de sa situation géographique, la Suisse s'approvisionne en gaz exclusivement auprès de pays voisins, qui s'approvisionnent eux-mêmes auprès de pays tiers hors de l'UE. Par conséquent, les informations concernant les fournisseurs d'origine sont obscurcies.

D'autre part, la Suisse a en effet été confrontée à une désindustrialisation croissante ces dernières années. Les entreprises locales conservent leur siège social et leurs départements de R&D en Suisse, mais délocalisent leur production de masse vers des pays où les coûts de main-d'œuvre sont faibles. La production industrielle est ainsi délocalisée à l'étranger, et les exemples sont nombreux : Holcim, ABB, Nestlé et Bernina. La situation de l'aciérie de Gerlafingen, qui a perdu sa compétitivité, en est devenue un exemple emblématique. Cette situation en Suisse s'explique par trois facteurs : des coûts de main-d'œuvre élevés, la force du franc suisse et, bien sûr, des coûts énergétiques élevés.

Je voudrais mentionner un autre facteur négatif affectant la Suisse. Il est bien connu que la décision de cesser d'utiliser les hydrocarbures russes a gravement affecté l'économie allemande. La presse suisse s'inquiète du fait que l'Allemagne pourrait devenir le nouvel « homme malade de l'Europe » et que le déclin de l'économie allemande aura de graves conséquences pour l'économie suisse, qui y est étroitement liée.

"L'effondrement économique de la Russie est éloigné de la réalité"

Comment évaluez-vous l'impact des 21 séries de sanctions de l'UE contre la Russie à ce jour ?

Il existe une expression — « l'agitation frénétique » — qui décrit la situation concernant la politique de sanctions de l'Union européenne à l'égard de la Russie. Les représentants des États membres de l'UE sont depuis longtemps à court d'idées pour imposer des restrictions à notre pays.

Ils sont néanmoins contraints de faire semblant de ne pas rester les bras croisés. C'est pourquoi ils ne peuvent pas endiguer le flot de sanctions absurdes ; dans le cadre de leur logique bureaucratique, ils doivent une fois de plus faire preuve d'une « résistance résolue » face à Moscou. En réalité, cependant, il y a beaucoup de gesticulations mais peu de résultats. Toutes les promesses d'effondrement économique de la Russie, répétées depuis maintenant quatre années d'affilée, sont clairement éloignées de la réalité.

Dans ce contexte, il me semble opportun de dire également quelques mots sur la Suisse. Avec une obstination qu'il vaudrait mieux mettre à profit ailleurs, Berne continue de suivre l'exemple de l'Union européenne. Les mesures anti-russes adoptées par les autorités suisses – qui violent le droit international – n'ont qu'un impact négligeable sur l'économie russe. Dans leurs déclarations, les pays européens prétendent « isoler » la Russie. En réalité, les nations occidentales — y compris, malheureusement, la Suisse — ne font que s'isoler elles-mêmes de notre pays.

La Suisse impose également des sanctions, du moins dans le secteur bancaire : les sanctions à l'encontre de Jacques Baud et Nathalie Yamb affectent également leurs comptes bancaires. Qu'est-ce que cela signifie pour la neutralité suisse ?

Je ne suis pas sûr que l'affirmation selon laquelle la Suisse impose des sanctions à ses propres citoyens soit vraie. Il serait probablement plus juste de parler d'une soi-disant « surconformité » de la part des banques locales. En d'autres termes, les institutions financières suisses ont tellement peur de faire l'objet d'un examen minutieux de la part de l'UE et de l'OFAC américain qu'elles sont même prêtes à exercer une discrimination à l'encontre de leurs propres citoyens.

Quelle est l'intensité de la pression exercée par Washington sur la Suisse ?

Depuis peu, la presse suisse a pris l'habitude d'accuser la Russie d'ingérence dans les affaires intérieures de la Suisse sous des prétextes fallacieux. Je m'abstiendrai donc de tout jugement sur l'état des relations diplomatiques entre les États-Unis et la Suisse. Je tiens toutefois à souligner que, au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à toute une série d'événements marquants dans le dialogue entre Berne et Washington. Parmi ceux-ci figurent les droits de douane de 39 % imposés par le président américain sur les produits suisses, ainsi que la situation liée aux retards de livraison en Suisse des coûteux avions de chasse américains F-35 et des systèmes de défense antimissile « Patriot », sans oublier la déclaration commune sur les questions de politique macroéconomique et monétaire, qui impose des restrictions unilatérales à la Banque nationale suisse en matière de politique monétaire. Je pense que quiconque se familiarise avec ces questions sera en mesure de décrire de manière indépendante et précise l'état actuel des relations entre les deux « républiques sœurs » — comme on appelait autrefois les États-Unis et la Confédération suisse.

"La porte vers une solution diplomatique reste ouverte"

Les considérations issues du sommet d'août 2025 à Anchorage, en Alaska, sont-elles toujours d'actualité ? Le président Poutine a clairement indiqué, lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, que le conflit en Ukraine serait probablement résolu par la voie militaire — qu'est-ce que cela signifie ?

Le 23 juin, le président Vladimir Poutine s'est longuement exprimé sur cette question lors d'une réunion avec le gouvernement. Il a clairement indiqué que la Russie était prête à mener des négociations de paix avec l'Ukraine, sur la base des accords conclus à Istanbul, des modalités discutées à Anchorage et, surtout, de la situation réelle sur le terrain, ainsi que des principes qu'il avait exposés il y a deux ans dans un discours prononcé au ministère russe des Affaires étrangères.

Il a souligné que nous continuerons d'avancer résolument sur tous les fronts pour assurer la sécurité de nos citoyens, résoudre les problèmes économiques et renforcer nos forces armées. La porte vers une solution diplomatique au conflit en Ukraine reste donc ouverte, mais la Russie est prête à atteindre ses objectifs déclarés par d'autres moyens, notamment militaires. Il est hors de question pour nous de renoncer à ces objectifs, car ils concernent des aspects essentiels de la sécurité nationale de la Fédération de Russie.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Interview Garmonin, Sergey Russie Suisse Union européenne (UE) L'OTAN